



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 7 novembre 2025

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUSTEAU Frères

1 rue Principale
49700 Louresse-Rochemenier

Références : 2025-427_INSP_RAP_SB_JUSTEAU - Le Moulin Tessier 3
Code AIOT : 0006306936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement JUSTEAU Frères implanté Moulin Tessier Noyant-La-Plaine 49700 Tuffalun. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'inspection du 26 février 2025 qui avait conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité sur certains aspects, par un arrêté préfectoral du 06 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUSTEAU Frères
- Moulin Tessier Noyant-La-Plaine 49700 Tuffalun
- Code AIOT : 0006306936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une petite carrière de falun située au lieu-dit « Moulin Tessier » à Noyant-La-Plaine sur la commune de Tuffalun, dont l'exploitation a été autorisée en 2016. La surface totale d'emprise est de près de 5,3 ha, pour une production maximale autorisée de 10 500 t/an durant 20 ans.

L'exploitation est conduite par campagnes, avec un engin mécanique (pelle hydraulique) et a lieu hors d'eau au-dessus de la nappe. L'autorisation prévoit une remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Après le remblayage avec des apports de matériaux inertes, un boisement des terrains est prescrit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.3 et article L.512-7 (§I) du Code de l'environnement	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande d'action corrective (cf. articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement), Levée de mise en demeure	2 mois Immédiat
3	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	1 mois Immédiat
4	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 1	/	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	1 mois Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré un retard par rapport aux délais prescrits, l'exploitant a pris en compte l'arrêté de mise en demeure et a traité les non-conformités identifiées lors de l'inspection précédente.

Les retards s'expliquent par la prise en compte de contraintes temporelles fixées par l'administration en marge de la mise en demeure, d'une part pour préserver la biodiversité et d'autre part pour que les plantations soient faites à une période propice.

Compte tenu des constats et de l'engagement de l'exploitant à effectuer les plantations dans les prochains jours, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant.

La visite et les éléments communiqués ont montré une lacune de l'exploitant concernant la traçabilité des déchets (entrants ou sortants), en termes de registre. Sur ce point, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions nécessaires pour s'y conformer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.3 et article L.512-7 (§I) du Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier • date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2025
Prescription contrôlée : 1.3 : La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation et des compléments fournis en cours d'instruction, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur. L.512-7 : I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a stoppé les activités d'entreposage et de transit de déchets de bois et de plastiques sur le site. Les déchets concernés ont été évacués du site, l'exploitant a communiqué des bons de pesées remis par les entreprises (Passenaud Henri Récupération à Chacé et Bouyer Leroux à la Séguinière) ayant réceptionné les déchets évacués. Il s'agit de 2 bons en date des 18 et 19 mars 2025 pour un tonnage total de 20,08 t pour Passenaud Henri Récupération et de 9 bons en date des 05, 06, 07, 18, 19 et 20 mars 2025 pour un tonnage total de 191,36 t pour Bouyer Leroux. L'inspection des installations classées note qu'aucun des bons présentés n'indique le code des déchets et que les bons de l'entreprise Passenaud Henri Récupération indiquent Justeau TP comme provenance des déchets et que ceux de Bouyer Leroux indiquent Justeau Terrassement comme producteur des déchets. L'exploitant a précisé que ces bons concernent les différents déchets qui ont été vus sur le site lors de l'inspection précédente mais, il n'a pas été en mesure de présenter de registre des déchets (cf. article 3.4.3 de l'AP du 28/07/2016 autorisant la carrière et article 2 de l'AM du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets) de la carrière à l'inspection des installations classées, où seraient consignés ces envois. Par ailleurs, il a été constaté que le volume de déchets minéraux était toujours entreposé sur le site. Cet aspect est examiné au point de contrôle n°2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place et disposer des registres des déchets conformes notamment à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective (cf. articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement), Levée de mise en demeure pour le reste
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Intégration paysagère
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans de l'emprise du site n'excède pas 3 m pour limiter l'appel visuel sur le site. [...]</p>
Constats : <p>La situation sur le site n'a pas évoluée, les apports de matériaux terreux (déchets minéraux) sont toujours présents sur le site et la hauteur des stockages dépasse toujours la hauteur prescrite de 3 m.</p> <p>L'exploitant a toutefois indiqué avoir sollicité la mairie de Tuffalun (cf. déclaration faite), l'OFB et la DDT afin d'évacuer environ 13 500 m³ de matériaux vers une parcelle agricole (230 ZH0073) située à près de 300 m au nord-est de la carrière ce qui conduira la mise en conformité, au niveau de la carrière. L'objectif est, selon l'exploitant, de procéder, avec l'accord du propriétaire des terrains, à un reprofilage partiel de cette parcelle qui avait, par le passé, été décaissée pour l'exploitation du falun.</p> <p>Dans ce cadre, la DDT a rappelé, le 02/06/2025, à l'exploitant les dispositions réglementaires applicables aux exhaussements du sol et indiqué à ce dernier « <i>d'attendre la récolte du blé tendre d'hiver, soit aout prochain (semis octobre/novembre, récolte en juillet) la parcelle étant inscrite à la PAC. Une vigilance devra ensuite être apportée sur la qualité et le rendement agricole de la parcelle.</i> »</p> <p>Il a été constaté qu'à la date de l'inspection la récolte avait été faite. L'exploitant a précisé que les travaux d'évacuation des matériaux de la carrière et de reprofilage de la parcelle devaient débiter la semaine suivant l'inspection pour une durée d'environ 3 semaines.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, par téléphone et courriel du 21 octobre 2025 :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les remblais étaient évacués du site et qu'il ny a plus de stocks sur le site. L'exploitant a communiqué une photo présentant l'emplacement dégagé, prête à recevoir des plantations, de là où étaient entreposés les apports de remblais et a fourni un plan actualisé du site avec les indications des surfaces et de l'altimétrie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, Remise en état du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] Sans préjudice des dispositions de l'article 2.4.2.1 du présent arrêté, les travaux de remise en état sont menés parallèlement à l'avancée de l'exploitation de telle sorte que la surface totale en chantier n'excède pas 1,1 ha. En particulier, les opérations de remise en état par remblaiement et de boisement sont progressives et suivent l'avancement de l'exploitation de la carrière avant la fin de l'autorisation. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé que la surface totale en chantier est de 13 670 m² environ répartie ainsi :</p>

- 7040 m² environ de surface en attente d'exploitation ;
- 6630 m² de surface exploitée non remise en état.

Au total la surface totale en chantier est donc de 1,367 ha ce qui est supérieur à 1,1 ha et donc non conforme.

Néanmoins, l'exploitant a souligné qu'une partie de la surface exploitée qui doit être remise en état est occupée par les matériaux terreux qui devaient être évacués mais dont l'évacuation a été retardée pour prendre en compte la demande de la DDT (cf. point de contrôle précédent). Après évacuation des matériaux, la remise en état d'une partie des terrains occupés permettra de réduire la surface en chantier pour satisfaire aux dispositions prescrites par l'arrêté.

Concernant les plantations, l'examen d'un rang complet de plantations (80 m linéaires environ) a montré que la majeure partie des plantations faites poursuivait son développement (seulement 5 plans HS).

L'exploitant a précisé que le complément de plantations sera fait durant l'hiver 2025/2026.

Postérieurement à l'inspection, par téléphone et courriel du 21 octobre 2025 :

Comme déjà indiqué au point de contrôle n°2, l'exploitant a indiqué que les remblais étaient évacués du site a fourni un plan actualisé du site avec les indications des surfaces.

Au regard des indications de ce plan et de son courriel, la surface décapée en attente d'exploitation est de 9271 m². La surface remise en état en attente de plantation, notamment suite à l'évacuation des apports est de 8198 m². L'exploitant a communiqué un devis d'un prestataire (Société RUAULT de BREIL), validé pour la réalisation des plantations début novembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant achèvera les plantations commandées et, dès qu'elles seront terminées, il en justifiera à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la mise en demeure

Prescription contrôlée :

La société Justeau Frères dont le siège social est situé 1 rue Principale - 49700 Louresse-Rochemenier, exploitant une carrière, au lieu-dit « Le Moulin Tessier » à Noyant-la-Plaine sur la commune de Tuffalun, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L.512-7 du Code de l'environnement et des articles 2.2.1, 2.4.5, 2.4.6, 2.5.1 et 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé dans les délais précisés ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté.

- a) 15 jours pour l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- b) 1 mois pour l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- c) 2 mois pour l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- d) 2 mois pour l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- e) 2 mois pour l'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- f) 3 mois pour l'article L.512-7 du Code de l'environnement.

A cet effet, l'exploitant :

- a) en adressant au préfet un plan à jour et conforme des installations ;
- b) renseigne en ligne (GEREP) le questionnaire relatif à l'activité de la carrière de l'année 2024 ;
- c) ajuste la hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site pour qu'elle ne dépasse pas 3 m ;
- d) prend les dispositions utiles pour que la surface totale en chantier dans l'établissement n'excède pas 1,1 ha ;
- e) effectue la surveillance des eaux prescrite (analyses et suivi piézométrique) ;

f) sollicite la régularisation de la situation administrative de l'installation classée de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de bois

(rubrique 2714 sous le régime de l'enregistrement) soit :

- si les règles d'urbanisme le permettent, en déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 ou L. 512-12-1 (selon la capacité de malaxage de l'installation) du Code de l'environnement.

Concernant cette demande de régularisation, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître au préfet laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure sur cet aspect :

- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'exploitant fournit un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement ou une déclaration (poursuite de l'activité), l'exploitant fournit les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (par exemple, commande à un bureau d'étude).

Constats :

a) L'exploitant a communiqué un plan à jour (fichier pdf) qui comporte les informations prescrites.

b) L'exploitant a renseigné en ligne (GEREP) le questionnaire relatif à l'activité de la carrière de l'année 2024. Certaines informations sont perfectibles (erreur d'unités), il a été demandé à l'exploitant d'être vigilant sur la prochaine déclaration qui interviendra début 2026.

c) Comme précisé au point de contrôle n°2, l'évacuation des matériaux terreux a été retardée pour prendre en compte la demande de la DDT. Lors de l'inspection, la hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site dépasse toujours 3 m.

L'exploitant a toutefois précisé et justifié postérieurement à l'inspection que les remblais étaient, à la date du présent rapport évacués du site et qu'il n'y a plus de stocks de matériaux.

d) Comme précisé au point de contrôle n°2, pour la même raison que celle précédemment évoquée la surface totale en chantier dans l'établissement n'excède pas 1,1 ha. Là encore, l'exploitant a précisé et justifié postérieurement à l'inspection que suite à l'évacuation des apports de remblais, leur emprise a été remise en état et fera très prochainement (début novembre 2025) l'objet de plantations. Il en résulte que la surface occupée la surface totale en chantier est de l'ordre de 9 971 m² et n'excède donc pas 1,1 ha.

e) L'exploitant a fait procéder à une analyse complète des eaux du piézomètre sur les paramètres de surveillance prescrits à l'article 3.2.5.2 (rapport Inovalys D250314951 - prélèvement du 24/03/2025). Il a également effectué le suivi du niveau d'eau dans le piézomètre en période de basses eaux et de hautes eaux (Suivis faits par le laboratoire des faluns en mars (76,42 mNGF) et septembre 2025 (74,78 mNGF)).

f) Concernant la régularisation de la situation administrative de l'installation classée de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de bois, par courrier du 22 avril 2025, l'exploitant a informé l'administration, avant même la notification effective de l'arrêté de mise en demeure, des mesures prises pour assurer la mise en sécurité qui ont consisté à évacuer l'ensemble des déchets de bois et plastiques présents sur le site.

Compte tenu de ce qui précède et notamment de l'engagement à faire les plantations (cf. devis validé), l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a satisfait à l'ensemble de la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant achèvera les plantations commandées et, dès qu'elles seront terminées, il en justifiera à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective concernant la mise en place des plantations, Levée de mise en demeure pour le reste

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets d'extraction qu'il a actualisé en 2022 (encore valide).</p>
Type de suites proposées : Sans suite